



## Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> juin 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Session de 2015

21 juillet 2014-22 juillet 2015

Point 5 c) de l'ordre du jour

**Débat de haut niveau : examen ministériel  
annuel**

### **Déclaration présentée par Stat-View Association, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

Si l'on souhaite obtenir des résultats de développement différents et plus équitables, il est nécessaire de faire évoluer le processus de développement, notamment en rendant la prise de décisions et la participation plus équitables. Le processus intitulé « Suivi participatif et responsabilité » permet d'intégrer les membres de la communauté – en particulier les membres pauvres, exclus ou marginalisés d'un point de vue social ou politique – dans le suivi et la prise de décisions en matière de développement. Outre la collecte de données techniques, le suivi par les citoyens est nécessaire, car ces derniers ont une approche intégrée et holistique de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas. Dans ce processus, la participation des communautés marginalisées est particulièrement importante, car ce sont elles qui ont le plus besoin du développement et constituent donc les groupes cibles de nombreux programmes et objectifs de développement.

Toutefois, pour que le processus de suivi participatif ait du sens, des mécanismes accessibles et efficaces permettant aux populations de demander des comptes à leurs gouvernements et organes internationaux sur les engagements en matière de développement doivent être mis en place. Les remarques émises dans le cadre du processus de suivi doivent être formulées de manière à bien souligner les réussites et les échecs et doivent permettre aux gouvernements et aux organismes internationaux de visualiser les changements attendus par la population. Ce besoin de responsabilité s'applique aussi bien aux pays riches qu'aux pays qui luttent pour développer leur économie. Ce sont peut-être même les pays riches et influents qui ont la plus grande obligation dans le processus de développement : ils doivent en effet veiller à ce que leurs activités ne causent pas de dommages dans l'économie mondialisée et les zones de conflits et soutenir les efforts de développements des autres pays.

Notre réseau « Initiative for Equality » fonctionne par le biais d'organisations de la société civile travaillant en partenariat et menant des débats sur le terrain dans plus de 85 pays. Nous collectons des informations auprès des communautés marginalisées et utilisons ces données afin de mettre en œuvre des mécanismes de responsabilisation efficaces à l'échelle locale, nationale et internationale. Afin de faire de cette démarche un véritable processus mondial et d'en élargir la portée à l'aube de l'après-2015, nous sommes en train d'établir un partenariat avec plusieurs autres réseaux dont les engagements et les activités sont similaires aux nôtres. Ensemble, nous parviendrons à toucher presque toutes les nations de la planète et à intégrer les citoyens marginalisés dans le dialogue mondial sur le développement. Nos activités se concentrent sur toutes les questions relatives au développement, notamment l'égalité sociale, économique et politique, l'élimination de la pauvreté, la migration, les conflits, la durabilité, le changement climatique et la prévention des catastrophes. Nos réseaux travailleront conjointement pour promouvoir les processus de suivi par les citoyens et les processus de responsabilisation relatifs à toutes ces questions de développement et à la manière dont il est possible de réaliser les nouveaux objectifs de développement durable. Intégrer tous les membres de la communauté dans ce processus participatif permettra de renforcer la capacité des nouveaux objectifs à faire évoluer la société.

Stat View International est une organisation à but non lucratif qui communique des recherches sur les questions sociales en Guinée. L'organisation est membre du réseau mondial « Initiative for Equality » et présente cette déclaration à la fois en son nom et au nom du réseau.